

portés sur le partage ou très ouverts, ni avec leurs femmes ni avec leurs enfants.

Pour ce qui est de la pension, mon mari croit qu'elle n'est que juste et il ne s'y oppose pas. Franchement, nous travaillons tous très fort. Si le député pense que les longues heures que nous consacrons à notre travail chaque jour ne méritent pas d'être rémunérées et reconnues à leur juste valeur, j'en suis désolée, mais nous ne sommes pas d'accord avec lui. Je trouve que notre régime de pensions tel que modifié est plus que juste et équitable, et, ni mon mari ni moi, n'en sommes scandalisés.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake, NPD): Madame la Présidente, je veux interroger la ministre au sujet de son engagement à l'égard des services de garde d'enfants. Dans le budget, le gouvernement a éliminé une importante subvention au transport dont bénéficiaient les agriculteurs de l'ouest du Canada. Les femmes des régions rurales ont eu dans le passé à trouver des services de garde d'enfants lorsqu'il n'y en avait pas. Maintenant, avec l'élimination de la subvention du Nid-de-Corbeau, les agriculteurs auront un fardeau financier plus lourd à porter, et je suis certain que les femmes des régions rurales qui ont déjà réclamé des services de garde d'enfants dans le passé demanderont l'appui de la ministre pour que le gouvernement fédéral verse des fonds au titre des services de garde d'enfants dans les régions rurales.

La ministre peut-elle nous dire si elle maintient son engagement à l'égard des services de garde d'enfants, spécialement dans les régions rurales du Canada?

Mme Finestone: Madame la Présidente, je tiens à assurer à mon collègue que je n'ai pas changé d'idée et que j'ai toujours la même vision de la société. Oui, j'ai rencontré la Rural Women's Childcare Coalition. J'ai rencontré les agricultrices du Canada. Je suis très en faveur de mesures qui leur donneront le genre d'aide dont elles ont besoin sur le plan de la garde des enfants. Un système universel n'est pas nécessairement ce qu'elles veulent.

Le ministre du Développement des ressources humaines travaille avec les provinces à ce sujet. Il y a des propositions sur la table. Je peux assurer au député que notre engagement à l'égard d'une augmentation des services de garde d'enfants est bien fondé. Nous respecterons cet engagement avant l'expiration du mandat que nous avons obtenu grâce à notre livre rouge. Je peux aussi assurer à la Chambre que nous ne changerons pas d'idée non plus au sujet du contrôle des armes à feu.

• (1600)

Mme Margaret Bridgman (Surrey—Nord, Réf.): Madame la Présidente, je suis heureuse de prendre part au débat à la Chambre, bien que le thème à l'étude aujourd'hui laisse beaucoup à désirer.

Les Canadiens ont une dette de plus de 550 milliards de dollars. Nous avons continuellement dépensé plus que nous récoltions en recettes fiscales, créant ainsi des déficits annuels qui s'ajoutaient à notre dette. Cela a pour effet de faire grossir le montant des intérêts que nous devons payer, lesquels s'élèvent déjà à plus de 40 milliards de dollars.

Le 27 février, le ministre des Finances nous a dit que lui, son ministère et le gouvernement avaient bien l'intention d'équili-

Le budget

brer le budget. Il a dit que c'était une priorité du gouvernement actuel, mais il ne nous a pas dit quand il parviendra véritablement à équilibrer le budget. Au lieu de ça, on nous parle chaque année d'une étape de plus sur le chemin de l'équilibre budgétaire dans lequel nous mènent lui et son gouvernement, et tout cela pour réussir après trois ans à réduire le déficit à 3 p. 100 du PIB, en supposant que les conditions actuelles sur lesquelles se fonde cette prévision demeurent constantes et que les conditions ou les situations prévues se réalisent bien.

Un plan qui prévoit réduire de 10 milliards en trois ans un déficit annuel de plus de 35 milliards de dollars a effectivement l'air d'un cheminement effectué un peu au hasard. On ne dirait pas un plan jugé très prioritaire de la part de ceux qui sont chargés de le mettre en oeuvre, alors qu'on n'entrevoit pas le jour où l'on réussira à éliminer complètement le déficit.

Plus nous continuerons d'avoir besoin d'emprunter de fortes sommes d'argent des prêteurs étrangers, plus nous continuerons d'alourdir notre dette, ce qui a pour effet d'accroître le montant des intérêts à payer. L'argent que nous payons en intérêts aux prêteurs étrangers pourrait être utilisé très efficacement pour fournir des services ou verser des prestations aux Canadiens ici au Canada.

Cela me rappelle les cartes de crédit: le consommateur se sert d'une multitude de cartes de crédit pour faire des achats, puis il s'installe devant ses cartes et calcule les frais d'intérêt, qui engouffrent une part énorme de son salaire. Il se demande comment il a pu penser que c'était une bonne idée d'acheter à crédit.

D'ici que le gouvernement atteigne son objectif de 3 p. 100 du PIB, en 1996-1997, on estime que les frais d'intérêt sur la dette s'élèveront à 50 milliards de dollars. De nos jours, nous employons le terme milliard sans sourciller, mais il est vraiment difficile de prendre conscience de ce que cela représente.

J'ai entendu des comparaisons. Par exemple, un milliard suffit pour faire le tour du globe à la hauteur de l'équateur avec des billets de deux dollars. Mais il est tout aussi difficile de concevoir ce que représente l'équateur. Une autre image est très éloquente pour moi: en gagnant un dollar à la seconde, on deviendrait millionnaire en 11 jours. Pour devenir milliardaire, il faudrait 33 ans. Cela me dit quelque chose.

Les Canadiens ont exprimé des préoccupations à propos de la plupart des services sociaux, comme les soins de santé, les pensions, l'assurance-chômage, etc. Nous savons que des compressions seront imposées dans ces programmes avant trop longtemps. Mais ce n'est qu'à l'automne, et peut-être même plus tard, que nous connaissons les conséquences de ces compressions sur notre mode de vie.

Nous savons également que les versements fédéraux au titre de la santé, de l'enseignement postsecondaire et de l'aide sociale seront regroupés et réduits de 2,5 milliards en 1996-1997 et de 4,5 milliards en 1997-1998. Ces réductions auront des conséquences sur nous, mais cela dépendra de la manière dont les provinces répartiront leurs ressources pour dispenser et maintenir les services. Nous ne savons donc pas pour l'instant quel effet le budget aura sur notre mode de vie.